

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5264 Vin

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Communication aux Comptes d'une Société  
Nepjine de Paris en zone libre - Impossibilité  
pour le Commissaire aux Comptes de se  
rendre à l'assemblée générale - Si repa  
de déviation. Quel ?

Références :

Observations :

D<sup>er</sup> N° 5264

; Aff. :

Commissaire aux Comptes

SJ  
N° 5.624 HV

Sous le régime de l'art. 32 nouveau de la loi du 24 juillet 1867, modifié par le Décret-loi du 8 août 1935, l'Assemblée Générale ordinaire, réunie si besoin est, extraordinairement, et compétente pour pourvoir au remplacement d'un commissaire aux comptes empêché de remplir ses fonctions.

Dans le cas où l'Assemblée Générale serait dans l'impossibilité de le faire ou si, pour une raison quelconque, le Conseil d'Administration préfère ne pas convoquer l'assemblée, il appartiendrait au Président du Tribunal de Commerce du siège de la Société de procéder au remplacement du Commissaire empêché, par ordonnance, rendue à la requête de tout intéressé, les Administrateurs dûment appelés (Houpin et Bosvieux, Tr. des Soc., Suppl., p.166).

Il a, cependant, été soutenu que l'assemblée générale ne pourrait nommer un nouveau Commissaire aux Comptes qu'en cas de décès ou de révocation (Dolbeau et Contenot cité par Houpin et Bosvieux). En admettant ce point de vue, l'assemblée générale aurait toujours la ressource de révoquer le mandat du Commissaire qui se trouve dans l'impossibilité de l'exercer. (Houpin et Bosvieux - Supplément p.67). Elle serait, alors, en droit de le remplacer.

Mars 1941.

*D'après T. de Li  
(Responsabilité civile  
et pénale de la Communauté  
dans la Société anonyme)  
par 34)  
le Commissaire aux  
comptes, depuis la loi  
du 31 août 1937.  
Voies le même jour  
Moussan Revue Telle  
du 12 août de la Société  
juillet - n° 34 - 24  
Contre à Sales  
(n° 353) Rogard  
(n° 62)*

*L'Assemblée Générale  
après les commissions  
aux Comptes - 11/14 et de  
juste motifs, qui apportent  
aux tribunaux d'apprécier  
C. Paris et de 26 juin 1943 P. 10 juillet 1943  
A Calot unijuri*



Sous le régime de l'art. 32 nouveau de la loi du 24 juillet 1867, modifié par le décret du 8 août 1935, l'Assemblée générale ordinaire, réunie si besoin est, extraordinairement, et complétée pour pourvoir au remplacement d'un commissaire empêché de remplir ses fonctions.

Dans le cas où l'Assemblée générale serait dans l'impossibilité de le faire ou si, pour une raison quelconque le conseil d'administration préfère ne pas convoquer l'assemblée, il appartient d'abord au Président du Tribunal de Commerce de décider du remplacement du commissaire empêché, par suite de sa venue, rendue à la suite de tout incident, les administrateurs, dûment appelés (Huguen et Bosnier, Traité des Sociétés - Supplément p. 166)

M. Bouché  
à l'effet  
21-3-41

Il en, cependant, été tenté que l'ensem-  
ble principal <sup>ne</sup> passerait comme ses res-  
ponsables Commissionnaires des Comptes si en cas  
de décès ou de révocation. (Dolbecq et  
Lantier cités par Haupin et Borvies) - Si  
admettait ce point de vue, l'assemblée  
principale aurait toujours la ressource  
de révoquer le mandat du Commissionnaire  
pour cause de l'impossibilité de l'exer-  
cer. (Haupin et Borvies - Supplément  
p-67) Elle aurait, alors, évité la le  
remplacement.

M. Viney

Myself

Commisaires aux Ets

—  
Isti, dont le siège est transféré à Paris  
en zone libre.

Prochainement aux Ets en Z. P.

Un seul commissaire aux Ets,  
habitant Paris & ne pouvant franchir  
la ligne de démarcation.

Quid ? Le cas de Paris  
ne veut pas donner sa démission,  
mais que ne pouvant remplir sa  
mission.